

Prépas ECG • 2^e année

Coordination
Michel Beshara
Michel Nazet
Cartographe
Pascal Orcier

HISTOIRE GÉOGRAPHIE GÉOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

NOUVEAUX
PROGRAMMES

- Cours illustré
- Méthode appliquée
- Sujets corrigés

ellipses

Introduction

La puissance (racine « poti » pouvoir) est la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités (R. Aron).

- Elle inclut :
 - une capacité d'imposer et de détruire ;
 - une capacité, pour celui qui est doté d'une liberté d'action et d'une marge de manœuvre suffisante, de mener une action comme il le souhaite ;
 - une capacité à structurer l'ordre international.
- *Elle est tout à la fois, la capacité de faire, la capacité de faire, faire la capacité d'empêcher de faire, la capacité de refuser de faire* (Serge Sur).
- Elle se distingue de la capacité à passer à l'acte, même si l'exercice de la puissance

donne corps à la puissance. Elle est désormais au cœur de ce monde que Richard d'Aveni (1995) appelle l'ère de « l'hypercompétition, c'est dire un monde des affaires aussi impitoyable que l'Ouest sauvage... où seuls les combattants robustes et aguerris peuvent survivre ».

- Elle est au cœur de la compétition économique désormais planétaire. Un monde où la conquête des marchés et des technologies a pris la place des anciennes conquêtes territoriales et coloniales. Les armes s'appellent innovation, productivité, taux d'épargne, consensus social et degré d'éducation, développement durable ; les défenses se nomment droits de douane, protections monétaires et entraves au commerce international.

Problématiques

- ▶ Peut-on borner aisément la puissance dans un monde en perpétuelle évolution, secoué par des crises financières, des pandémies durables et des risques majeurs ?
- ▶ Les critères classiques s'effacent-ils devant de nouveaux attributs de la puissance ?
- ▶ Au terme de crises (1973, 1987, 2001, 2008, 2020-2021), de basculements, de reclassements permanents, y a-t-il une nouvelle hiérarchisation des puissances ?

I. Une complexité accrue rend difficile le bornage de la notion de puissance comme de grande puissance

A. Un contexte des plus mouvants

Le monde est à la fois unifié et plus fragmenté que jamais (le commerce international représente 25 000 Md de \$ fin 2019, et la Chine est à la fois le 1^{er} exportateur et le 1^{er} importateur depuis 2018 avec 13 % des exportations mondiales, alors que près de 350 accords régionaux commerciaux sont recensés en octobre 2021). Ainsi, l'Amérique du Sud avec un processus de mondialisation accrue, mais aussi avec l'échec de la ZLEA*, le

piétinement du MERCOSUR*, l'essor de l'UNASUR*, et les nouveaux tropismes de l'Alliance Pacifique* et de la CELAC* (Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes, c'est-à-dire tous les pays du continent à l'exception des États-Unis et du Canada), donne une image de la complexité des interdépendances en cours. La réponse chinoise à l'abandon du Traité pour un partenariat transpacifique (TPP) par D. Trump en 2017 ne s'est pas fait attendre, et la

Chine en a profité pour signer le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership) méga-accord commercial de libre-échange asiatique avec 15 pays impliquant 30 % de la population mondiale et 30 % du PIB mondial.

La multipolarité sert désormais de cadre aux battements du monde... voire à l'**apolarité** *(B. Badie, Timothy Garton Ash), c'est-à-dire l'absence de structures claires et identifiables dans la société internationale... Pour autant, même marginal, le bilatéralisme a encore droit de cité, comme lorsque Poutine et Obama ont géré par-dessus les instances internationales la crise syrienne ou ukrainienne (2014). De toute façon les organisations internationales multilatérales à commencer par l'ONU... devraient faire de l'ingérence pour sauvegarder le triptyque paix, droits de l'homme et nature... or, il n'en est rien.

De nouveaux fléaux se moquent des frontières de la souveraineté (P. Hassner) : mafias, pandémies, terrorisme, réchauffement climatique, relèvement des niveaux des océans, pollutions, pandémie comme celle du Covid 19 qui a fait

en octobre 2021 plus de 5 millions de morts et bousculé les hiérarchies (États-Unis, plus de 700 000 morts). Autant de nouvelles menaces qui brouillent les cartes de la puissance et multiplient les zones de non-droit. Des zones grises s'étendent, laissées aux dérives d'extrémismes radicaux (Sahel), aux circulations fébriles de capitaux (paradis fiscaux exotiques avec une vingtaine de pays, de la Suisse aux Seychelles, du Liban aux îles Marshall). Le trafic illicite des armes s'accroît (plus de 50 Md de \$), alors que l'évasion fiscale mondiale est évaluée à 420 Md de dollars par an.

La mondialisation s'associe souvent à un monde privé de sens avec son absence de *timon* (pays leader incontesté alors qu'il y a des tensions entre les États-Unis et leur rival systémique la Chine) et de *télos* (*finalité*). Le phénomène s'accompagne d'une déterritorialisation et de l'essor d'« espaces flous » (Z. Laïdi) qui sont des espaces interfaces régionaux intermédiaires entre des États nations essoufflés et une mondialisation uniforme.

Quatre vagues de fond complexifient la mappemonde de la puissance

- L'ouverture massive des pays du Sud en rupture avec la *self reliance*, le développement autosuffisant fermé sur l'extérieur, la Chine devenant même la garante d'un multilatéralisme commercial (Davos 2017).
- La chute du monde soviétique et la création d'une immense zone de libre-échange qui va de Berlin à Vladivostok avec l'entrée, en 2012, de la Russie à l'OMC.
- L'omniprésence du défi écologique, et climatique interpellant les transports (avions et porte-conteneurs, diesel).
- La révolution numérique dont l'impact exponentiel (capacités d'un microprocesseur qui doublent tous les 2 ans, baisse des coûts...) a des conséquences importantes (P. Buhler) dans la redistribution des hiérarchies (cf. « qui tient l'Intelligence artificielle tient le monde », selon V. Poutine).

Le système de rapports de force avec pour enjeu un enjeu idéologique (guerre froide), une nécessité (un vainqueur et un vaincu) et une négation d'un adversaire dont on n'avait rien à attendre malgré ses potentiels (l'URSS possédait du pétrole et du gaz) a disparu. Au contraire,

aujourd'hui on a un intérêt direct ou indirect au développement des échanges de toute nature avec son adversaire (cf. la cordialité entre Obama et Xi Jinping en juin 2013 en Californie). Les lignes idéologiques sont bousculées (Russie, reconnue comme économie de marché à l'intérieur de

l'OMC). Cela rend bien évidemment, les hiérarchies plus difficiles à établir. On se souvient de « *Rome que seras-tu sans ennemis?* » de Caton pour évoquer les perturbations nées du vide de l'après-guerre froide. Mais les hiérarchies sont aussi imprévisibles : c'est tout le sens de la diplomatie du *deal* de D. Trump.

L'onde de choc du 11 septembre 2001 lève certes l'illusion de la sanctuarisation du territoire américain, mais aussi dans le contexte de la crise ouverte, dès mars 2001, quatre autres illusions : l'illusion technologique et libertaire sur Internet comme un espace émancipé de toute forme de régulation et de toute contrainte de rentabilité, l'illusion économique et financière de la disparition des cycles et des crises en raison de la promesse de gains de productivité infinis, l'illusion politique du dépérissement de l'État par son éviction systématique au profit du marché, enfin l'illusion intellectuelle,

largement diffusée par les thèses de F. Fukuyama, d'une auto-institution de la démocratie et d'une autorégulation du marché érigée en loi ultime de l'humanité.

La crise de 2008 a paru, de prime abord, renverser brutalement les hiérarchies. Les États-Unis ont perdu leur statut de première puissance manufacturière au profit de la Chine qui, dès 2014, s'autoproclame première puissance commerciale de la planète. On parle volontiers d'impuissance d'une superpuissance (O. Zajec). Mais dès 2013, le rebond américain est probant et les pays émergents voient s'installer le doute sur leurs capacités financières et leur croissance (on est loin des 7 % d'antan, avec 5 % en 2014) et on revient à l'eldorado des placements américains. L'Occident paraît maîtriser une avance technologique et une culture démocratique qui lui permettent de conserver son rang.

La crise de la Covid-19 a accéléré la redistribution des rapports de force sans que l'après puisse être clairement borné

Dans un premier temps, l'Asie de l'Est est apparue comme mieux mobilisée, de la Chine (qui reste énigmatique sur les origines de la pandémie) à Taiwan ou la Corée du Sud alors que paradoxalement, le Japon, qui a dû renoncer aux JO de 2020, et les reporters dans des conditions difficiles en 2021, a été ballotté par la crise.

Les États-Unis, mal engagés dans l'éradication du virus, ont cependant rattrapé leur retard par leur big pharma (Pfizer, BioNtech et Moderna) et ont trusté les bénéfices des vaccins de la 1^{re} à la 3^e dose, et l'Europe, malgré la remise en cause de sa souveraineté dans les masques et les vaccins, a retrouvé ses marques (pas étrangères au Brexit) sur l'Astra Zeneca.

Au contraire les grands espoirs des BRICS ont sombré dans une gestion catastrophique de la pandémie : le Brésil s'est enfermé dans le déni de J. Bolsonaro, addict aux thèses complotistes et minimalistes, l'Inde n'a pas fait face aux effets de masse des rebonds de la pandémie et à ses conséquences ethno-économiques, et l'Afrique du Sud a subi les variants du Covid (l'espérance de vie a baissé de 4 ans depuis le début de la pandémie) ainsi que la brutalité des inégalités écosanitaires et les retards de transferts du Nord au Sud des vaccins (mécanisme Covax). Au total, seulement 3 % de la population du continent africain est immunisée en septembre 2021, même si, paradoxalement, la jeunesse de l'Afrique, les anticipations de quelques pays (Maroc) ont été des boucliers, fragilisés sur la durée mais au départ efficaces.

B. Des critères on ne peut plus variables

La multiplicité des registres de la puissance a toujours été mise en avant.

Déjà, selon Morgenthau, *Politics among nations* (1948), cinq facteurs permettaient d'évaluer la puissance d'un État : le critère géographique qui prend en compte la situation géostratégique ; l'étendue du territoire et la population ; l'économie ; le rayonnement culturel ; la puissance politique qui se mesure à l'aune du poids militaire et diplomatique ; la capacité de mobilisation sociale qui correspond à l'attachement de la population à ses valeurs et à la volonté de relever les défis extérieurs. On comprend aisément qu'il faut distinguer potentiels et puissance, et qu'il y a loin des critères bruts de puissance à la capacité de coercition, c'est-à-dire la capacité à imposer des règles, d'influencer et de vaincre.

La complexité de la classification des États tient trop souvent à la place attribuée à certains critères au détriment d'autres. Osera-t-on par exemple pour la Chine se contenter de la production d'acier, hier étalon de la puissance (près de 3 MT par... jour), ou de la puissance des réserves monétaires (plus de 3 200 Md de \$), sinon de l'IDH... qui la place au 85^e rang mondial ? L'IDH, mis en place pour 187 États en 1990 au sein du PNUD, et fondé sur espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie, laisse perplexe : une très faible valeur de l'un des indices amplifie les distorsions et le respect des droits de l'homme ou les libertés publiques ne sont-ils pas des critères aussi opérants que ceux retenus ? La crédibilité des instances susceptibles de mettre en place ces critères est elle-même mise en cause : les fréquentes polémiques sur le **GIEC***, malgré son prix Nobel de la paix (2007), invitent à la prudence, de même que celles sur le PIB qui ne prend en compte que les flux et que la Chine révisé arbitrairement en 2017...

Faut-il renoncer au **hard power*** pour ne prendre en compte que le **soft power***, comme y invite B. Clinton : « Dans un monde

interdépendant, il est impossible de détruire tous ses ennemis ou d'occuper leurs territoires. Il faut donc s'efforcer d'avoir plus d'amis et moins d'ennemis ».

Le **Soft power** c'est-à-dire cette capacité à convaincre plus que vaincre, ce « *pouvoir qui ne dépend ni de carottes économiques ni de bâtons politiques mais plutôt de l'attractivité de votre culture et de vos idées, de votre capacité à fixer les règles des organisations internationales de votre légitimité aux yeux des autres* », J. Nye, doit-il prévaloir ? Mais sachons qu'il est par définition peu fongible, contrairement au **hard power** qui mobilise des ressources tangibles, et de plus l'un et l'autre sont rarement séparés : faire de la propagande, diffuser de la culture, menacer de faire la guerre et la faire effectivement vont de pair. Le nouveau **smart power***, moins arrogant, associe les deux les deux mais le **hard power** intervient en soutien du **soft** et pas l'inverse. Quant au **sharp power***, mis en évidence par Christopher Walker, il est une variante du **soft power**, plus corrosive et plus déstabilisante. C'est, pour les Russes et les Chinois particulièrement, « un pouvoir qui perce, pénètre et perfore l'environnement politique et informationnel des pays cibles », ébranlés par une propagande qualifiée à la fois « de *subversive et de corrosive* » et destinée à miner de l'intérieur des démocraties occidentales jugées décadentes et donc vulnérables.

Au total, sur quoi se focaliser ? La puissance militaire ? Elle est peut-être désormais dévaluée face à la puissance informatique, la puissance dans l'espace et le cyberspace, alors qu'il n'y a pas de corrélation systématique entre effort militaire et croissance (Japon et URSS). Plus que le nombre, c'est la qualité des instruments militaires qui compte. Le renseignement a un rôle de plus en plus central (intelligence économique) ainsi que les armes interstitielles ou les drones. La puissance économique ? Elle est rapidement indissociable de la puissance militaire, on le voit bien dans la course aux armements à laquelle

se livrent la Chine et les États-Unis qui mettent face à face en 2021 deux budgets militaires de 705 Md de \$ pour les États-Unis et 209 Md de \$ pour la Chine. Elle porte la volonté de la Chine ou du Brésil de faire sens par le militaire, car peu de pays, même le Japon, peuvent se résoudre à n'être qu'un pays apte à une « diplomatie du chéquier ». Les matières premières ? Que d'espoirs déçus en Afrique (Zaïre, hier promu à un brillant avenir), alors que désormais les terres rares, voire les terres dans le « *monopoly foncier mondial* », semblent tenir un rang. Le pétrole ? Au risque de voir ses royalties associées à la corruption et au populisme vite dépassées quand les cours connaissent une inflexion à la baisse (le Venezuela de Maduro reste champion de la corruption, au 160^e rang mondial et de la contestation sociale rythmée par les turbulences politiques)... Le nouvel espoir des gaz et pétrole de schiste ne change-t-il pas la donne malgré le coût des nombreux forages, l'endettement des compagnies et un avenir incertain ? Le savoir, l'économie de la connaissance ? Pour Alvin Toffler, l'humanité a connu trois vagues de changements : la première fut amenée par la révolution agricole, l'agriculture étant la matrice de la guerre. La seconde vague amena la production industrielle de masse et l'industrialisation de la guerre. Depuis la fin des années soixante-dix, une troisième émerge grâce au savoir et peut faire reculer la conflictualité... du moins en théorie. La cohésion sociale et l'organisation étatique ? Ce sont deux critères surdéterminants qui valorisent tous les autres pour N. Rosenberg (*freedom to experiment*). L'information ? Elle peut faire perdre bien des certitudes, comme en 2021 les désillusions de la France devant les initiatives du **pacte Aukus***, délestant les ventes françaises de sous-marins trop tôt annoncées. La confiance ? L'Américain Francis Fukuyama avait annoncé en 1992 (un peu prématurément), au moment de la dislocation de l'Union soviétique, « la fin de l'Histoire », c'est-à-dire l'évolution de toutes les nations vers la démocratie et vers l'économie de marché sur le modèle libéral

américain. Il entreprend plus tard (*La confiance et la puissance : vertus sociales et prospérité économique*, 1997) de démontrer qu'une corrélation existe entre « *vertus sociales et prospérité économique* », celles-là engendrant celle-ci. L'État-providence ayant dû battre en retraite, on constate qu'il y a des pays plus aptes que d'autres au développement. Il oppose ainsi les sociétés familiales, comme la France, l'Italie ou la Chine, à faible degré de confiance généralisée ce qui implique une forte intervention de l'État, et les sociétés de confiance, automatiquement plus prospères, comme le Japon, l'Allemagne et les États-Unis, bien que la sociabilité, qui avait tant surpris Tocqueville, y meure peu à peu. Le libre-échange ? Pour P. Artus et O. Pastré dans *Sortir de la crise* (2009) « *le libre-échange est le privilège des forts : c'est la certitude de l'emporter sur des marchés internationaux qui poussent certains pays à accepter les contraintes du grand large et du gros temps* ».

Donc il existe bien un portefeuille de ressources, en réaménagement constant.

C. L'Histoire cyclique redistribue les hiérarchies

Il est peu probable qu'un pays domine le XXI^e siècle comme la Grande-Bretagne au XIX^e. L'unipolarité est de courte durée et les hégémonies potentielles échouent invariablement dans leur volonté de préserver une domination durable. Le réalisme structurel conduit à prédire que l'hégémonie produit l'apparition de pouvoirs concurrents sous la forme de nouvelles grandes puissances.

Christopher Layne

1. La puissance n'est pas une rente

La grandeur et décadence des grandes puissances a, de E. Gibbon à P. Kennedy, été dépeinte, que ce soit pour la Rome antique à l'effacement, ou pour la Chine du XVIII^e, passant du triomphe (30 % de l'économie mondiale) au siècle de l'humiliation. Les avantages acquis ne sont pas irréversibles, la puissance n'est pas une rente ce qui la rend encore plus difficile à évaluer.

La gouvernance mondiale susceptible de permettre les rééquilibres, de brider telle ou telle posture, a pris ses marques depuis 1945 et sans être aussi efficace que ne le prévoient ses pères spirituels (Kant à Briand), du moins amorce-t-elle la mise en place de normes de plus en plus universelles.

L'OMC propose ainsi des sanctions contre les contrevenants, après l'impuissance relative du GATT plus attaché à faire des dérogations qu'à sanctionner, mais le compromis de Bali (décembre 2013) qui ne comporte que 10 % des dispositions fixées comme objectifs à Doha en 2001 n'est qu'un « Doha light », peu susceptible a priori de tenir les engagements de 20 M d'emplois nouveaux et de 735 Md de dollars d'échanges supplémentaires.

Le G20, au cœur de la diplomatie des clubs, fait aussi cohabiter Nord et Sud émergent... et est le forum le plus représentatif de ce début de siècle, en corrigeant les effets d'un triumvirat États-Unis, Union européenne, Japon ainsi que les blocages du G8 depuis la crise ukrainienne de

2014. Mais l'obsession de souveraineté bloque les initiatives et induit une renationalisation de la notion de puissance. Les souverainismes reconquirent des positions et détricotent des acquis : ainsi D. Trump a-t-il fait de son *America first* un moyen de bousculer les compromis internationaux (dénonciation du **traité FNI***, retrait de l'Unesco, et renoncement aux avancées de la COP21 de Paris, retrait de l'accord sur le nucléaire péniblement conclu avec l'Iran, tirs de barrage contre une OMC qui a permis à la Chine, depuis qu'elle en est membre, de « supprimer 3 millions d'emplois aux États-Unis »).

On s'interroge aussi sur une pluralité des risques et leur interconnexion qui mettent en échec les instances de la gouvernance mondiale.

2. L'ère de tous les risques

Peut-être que ces risques condamnent-ils les pays industrialisés occidentaux à réduire la voilure de leur croissance et à entrer dans une ère de stagnation de longue durée.

Le risque climatique ne peut que rebattre les cartes

Le GIEC établit 5 faits (et non plus des conjectures) :

1. le réchauffement est d'origine anthropique avec 1,1 degré depuis 1850-1900 ;
2. le seuil de 1,5 degré sera atteint dès 2030, 10 ans plus tôt que prévu ;
3. la hausse du niveau eustatique des mers de 20 cm après 1900, sera de 20 cm d'ici à 2050, et pourra atteindre 1 m d'ici 2100 ;
4. la hausse des émissions de méthane devient un danger potentiel (84 fois plus toxique que le dioxyde de carbone) ;
5. les puits à carbone sont de moins en moins efficaces surtout avec la sécheresse et les incendies.

Bref, un risque majeur qui appelle une mobilisation immédiate et à grande échelle et installe des rapports de force nouveaux en fonction des calendriers retenus par chaque pays et du financement des mesures (la caisse commune de 100 Md de \$ pour les pays les plus démunis est toujours problématique). L'urgence suffira-t-elle à dépasser la simple prise de conscience ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes... avec déjà un coût des catastrophes naturelles élevé (210 milliards de dollars en 2020, selon un rapport publié en début d'année par le réassureur allemand Munich Re), avec la multiplicité des ouragans et des incendies (en 2021 feux dramatiques en Sibérie et en Californie, méga incendies en France).

Le risque social est aussi au rendez-vous de ces prochaines décennies avec son lot de populisme, de tensions xénophobes, de discours isolationniste sur fond de misère sociale comme celle qui éclate au grand jour dans l'industrie textile du Bangladesh, où le « lumpenprolétariat » (littéralement prolétariat en haillons) compte ses morts pour espérer des augmentations du salaire minimum dérisoires (83 euros par mois obtenus en 2019 et jugés excessifs par le patronat du textile). Le risque énergétique, même si on ne parle plus de choc pétrolier, est omniprésent car comment approvisionner deux puissances milliardaires en hommes (Inde et Chine) et importatrices (la Chine est le premier importateur mondial de pétrole)? Comment penser la transition énergétique au-delà du « fracking » qui a permis aux États-Unis de devenir, grâce aux hydrocarbures de schiste, le premier producteur mondial de pétrole devant la Russie et l'Arabie

saoudite, mais au prix d'investissements massifs, risqués, et écologiquement non neutres?

Le risque financier n'a pas disparu, avec des marchés dont le rebond après la crise Covid inquiète le sage d'Omaha (Warren Buffet), alors que le CAC 40 a battu son record historique de 2000 en novembre 2021... Et Apple a dépassé le chiffre de 2000 Md de \$ soit plus que le plan de relance américain difficilement mis en application, chiffre que seul Aramco jusque-là avait atteint. In fine, les marchés financiers restent détournés de leur fonction première (le financement de l'économie) au profit de la spéculation. Le risque bancaire systémique n'est pas écarté non plus malgré les régulations tentées à Bâle III ou la loi Dodd-Frank. Bref, qu'on le veuille ou non tout est possible : on n'est plus dans la science-fiction quand, avec le réchauffement climatique et l'extraction pétrolière, réapparaissent des rétrovirus très anciens (30 000 ans en Sibérie).

Trois caractéristiques des risques se dégagent

Premièrement, les risques sont *manufacturés* : ils sont non seulement le produit des activités humaines, mais plus spécifiquement celui de la « modernité », de l'industrialisation et des nouvelles technologies. Deuxièmement, les risques sont *incertains* : compte tenu des multiples sources d'ignorance qui caractérisent les nouveaux dangers, la réduction des incertitudes en risques calculables bute souvent sur ces obstacles rédhibitoires. Enfin, les risques sont *globaux* : dans un contexte de forte interconnexion des activités humaines et des écosystèmes, ils circulent dans des réseaux longs, suscitent des dommages à retardement et sont fortement territorialisés. On peut songer notamment aux changements climatiques, à la (dé) régulation du système financier, au terrorisme (cf. le Colloque de Cerisy sur les risques).

II. Dans le kaléidoscope des rapports de force une grande puissance se définit par des critères précis

A. Des attributs classiques

Le hard power demeure un critère d'évaluation avec une prime à la capacité à se projeter (porteurs, sous-marins nucléaires, aéronavale).

Certes, pour B. Badie « *L'instrument armé n'a fait ses preuves nulle part dans ce contexte d'apolarité dans lequel nous vivons : la faiblesse des puissances occidentales tient peut-être à ce qu'elles*

sont trop intimement liées à l'usage systématique de la panacée militaire. La revanche des émergents tiendra peut-être à l'invention d'autres solutions davantage liées à l'intimité de leur histoire et de leur actuelle structure sociale ». Toutefois, les opérations Serval (Mali 2011), Sangaris (Centrafrique 2013-2014), Barkhane (depuis 2014) de la France, face au risque d'une Afrique déstabilisée, montrent l'importance de la puissance militaire pour peu qu'elle soit accompagnée de moyens, et qu'elle laisse aux politiques le mythe du « *hit and transfert* », c'est-à-dire du

choc militaire qui conduirait directement au passage idéal du relais à des armées vassales aptes (la prétendue africanisation de la gestion des conflits). La hiérarchie des puissances, et ce n'est pas une nouveauté, passe par le degré de sophistication des armes, ou du moins le pensent ceux qui mettent en œuvre des bombes comme la Massive Ordnance Air Blast Bomb (MOAB), baptisée « mère de toutes les bombes », utilisée en avril 2017 en Afghanistan, ou ceux qui font des drones l'arme de demain, comme l'Union européenne et son projet Male 2020.

Moyens anciens et nouveaux

La prime à la mer s'accroît, la mer devenant l'autre champ de bataille : Alfred Mahan (1890-1892), *The influences of sea power upon History*, retrouve une nouvelle jeunesse, lui qui souhaitait faire des États-Unis la première flotte mondiale (contrôle de Panama dès 1911, bases d'appui d'Hawaï aux Philippines, démonstrations de force de la *Great White Fleet* (1907-1909) et du *Two-Oceans Navy Act* de 1940, jusqu'à la maîtrise absolue actuelle, grâce à 12 porte-avions, 10 navires amphibies, 57 sous-marins nucléaires d'attaques, 250 navires de guerre de tout type). La Chine lui emboîte le pas avec sa puissance navale civile (la moitié des grands ports du monde, 2 000 bateaux commerciaux) et une relance sur les traces de Zeng he (1371-1433) de la marine de guerre chinoise (collier de perles de l'océan Indien de Coco à Gwadar). C'est avec inquiétude vis-à-vis de son rival systémique que l'Office de renseignement naval américain (ONI) a communiqué le rapport de force suivant : la Chine disposerait désormais d'une flotte totale de 360 navires de combat et de sous-marins, contre 297 navires pour l'ensemble de la flotte des États-Unis.

La prime aux armes interstitielles n'est pas négligeable (cyberguerre, guerre spatiale) dans les espaces dits « lisses » et désormais il appartient à l'exercice de la puissance de se doter d'armes nouvelles comme les drones ou les techniques de hacking (virus Stuxnet en 2010 ou Flame en 2012 contre le nucléaire iranien).

Bien sûr, au rang des facteurs classiques reste le territoire, pour peu qu'il soit aménagé et que les périphéries soient de plus en plus intégrées, ou qu'il s'agisse de territorialiser la mer pour gagner en ZEE, ou d'utiliser la force brute de la démographie (pour les Frères musulmans ou la Charte du Hamas, la femme est une « fabrique à soldats »). Mais comment ne pas réagir à des articles récents qui montrent que l'économie japonaise est menacée par le manque de libido

des Japonais, tendance qui progresse avec le syndrome du célibat (*sekkusu shinai shokogun*)...

Même la Chine infléchit ses dogmes sur l'enfant unique de 1980. Les couples seront autorisés à avoir deux enfants (2016) puis trois (2021), et pas seulement ceux qui ont été eux-mêmes enfants uniques (comme en 2013). L'Inde moins avancée dans sa transition démographique sert d'alibi. On oubliera que le Qatar (3M d'habitants et seulement 300 000 nationaux) a une puissance équivalente à celle de l'Égypte (105 M d'habitants), ou